

Gérard Dussouy

Doctorat d'État en science politique, Agrégation de géographie
professeur émérite, Université Montesquieu à Bordeaux
membre du Centre Montesquieu de Recherche Politique (CMRP)

(2016)

“Les trois hégémonies:
occidentale/américaine,
chinoise et musulmane.”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
Professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi
[Page web](mailto:jean-marie_tremblay@uqac.ca). Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca
Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, sociologue, bénévole, professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi, à partir de :

Gérard Dussouy

professeur agrégé de géographie, chercheur au Centre d'analyse politique comparée de l'Université Montesquieu de Bordeaux

“Les trois hégémonies: occidentale/américaine, chinoise et musulmane.”

Un article publié sur *Eurolibertés.com/tribune*, 14 septembre 2016.



[Autorisation formelle accordée le 8 janvier 2017 par l’auteur de diffuser ce texte en libre accès à tous dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriel : gerard.dussouy@wanadoo.fr

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5” x 11”

Édition numérique réalisée le 18 juillet 2017 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.



Gérard Dussouy

Doctorat d'État en science politique, Agrégation de géographie
professeur émérite, Université Montesquieu à Bordeaux
membre du Centre Montesquieu de Recherche Politique (CMRP)

“Les trois hégémonies: occidentale/américaine,
chinoise et musulmane.”



Un article publié sur *Eurolibertés.com/tribune*, 14 septembre 2016.

Gérard Dussouy

Doctorat d'État en science politique, Agrégation de géographie
professeur émérite, Université Montesquieu à Bordeaux
membre du Centre Montesquieu de Recherche Politique (CMRP)

“Les trois hégémonies: occidentale/américaine, chinoise et musulmane.”

Un article publié sur *Eurolibertés.com/tribune*, 14 septembre 2016.

Le monde postmoderne, celui d'après la modernité occidentale finissante, entérine l'achèvement du cycle de l'État-nation européen (forme politique canonique de ladite modernité) commencé par les traités de Westphalie (1648).

En effet, avec la globalisation, à l'œuvre depuis la fin des années 1980, il apparaît de plus en plus clairement que la planète est entrée dans un nouveau cycle politique, identifié par Robert Gilpin comme étant celui des hégémonies.¹

Ce cycle qui, en réalité, a commencé en 1945 avec la victoire des États-Unis, premier État-continent efficacement structuré, met en présence, aujourd'hui, trois types d'hégémonies (en fonction des facteurs dominants respectifs) : l'hégémonie occidentale/américaine, l'hégémonie chinoise et l'hégémonisme musulman.

¹ Concernant les travaux de R. Gilpin, on peut se référer à G. Dussouy, *[Les théories de l'interétatique. Traité de relations internationales](#)* (II), Paris, Ed. L'Harmattan, 2007, p. 133-139.

Les deux grandes hégémonies concurrentes

Dans la définition de l'hégémonie que retient Gilpin, la puissance étatique qui en est à l'origine est un agrégat cumulatif dans lequel le facteur économique voit sa contribution augmenter irrésistiblement (notamment au travers de ses groupes transnationaux).

À partir de lui, elle étend son influence dans le monde entier et elle s'ingénie à créer des institutions internationales grâce auxquelles la force du plus fort, c'est-à-dire la sienne, se transforme en droit (voir le FMI, l'OMC, et une kyrielle d'institutions régionales relais). C'est ainsi que depuis 1945, et plus encore depuis l'effacement de l'Union soviétique, l'État-continent US, sûr de sa suprématie militaire, a imposé ses normes tant en ce qui concerne l'organisation et les règles de l'agir économique, qu'en ce qu'il en va de la vie sociale et des changements sociétaux. Mais depuis quelques décennies, cette hégémonie occidentale, qui recouvre toute l'Europe, jusqu'aux portes de la Russie, doit compter avec la prétention à l'hégémonie d'un autre État-continent, la Chine.

De fait, celle-ci inonde le monde de toutes ses productions, jusqu'à saturer tous les marchés, se répand dans tous les continents (et ce n'est pas qu'une image quand on considère la géographie des diasporas chinoises), de l'Asie à l'Europe, et de l'Amérique à l'Afrique (où elle met la main sur tout ce qu'elle peut), joue un rôle de plus en plus important dans les institutions internationales, accumule les devises et entend accueillir bientôt le nouveau marché de l'or !

Dans la mesure où on ne sait pas encore de quel côté la balance va pencher, on est bien dans une phase de « transition hégémonique » qui se joue, de part et d'autre du Pacifique, nouveau centre de l'arène mondiale, entre les États-Unis et la Chine. Les Européens, eux, sont au balcon ! Mais ils sont également les jouets de la compétition en cours. Ils subissent, sans réagir, les offensives commerciales et patrimoniales chinoises, et les étouffantes et très intéressées attentions d'une puissance américaine sur la défensive.

À ces deux acteurs hégémoniques, tout compte fait classiques parce qu'ils mobilisent en priorité les moyens économiques et les ressources militaires, bien qu'ils soient les premiers dans l'histoire, et la Chine autrement plus que les États-Unis, à s'appuyer sur un potentiel démographique considérable, s'agrège maintenant l'aspiration à l'hégémonie de l'Islam.

L'hégémonisme musulman

L'hégémonisme musulman repose sur l'expansionnisme démographique et le prosélytisme religieux avant tout, et sur la puissance financière de manière auxiliaire. Néanmoins, il n'a pas de puissance chef de file, de centre directeur et émetteur de la dimension des deux autres. Il est polycentrique et démotique.

La croissance démographique élevée de la plupart des pays musulmans conforte la *religion du Livre* dans un rôle international inattendu par son ampleur pour un phénomène culturel.

Elle alimente des flux migratoires qui ne cessent de renforcer les diasporas installées, assez récemment, à la périphérie des espaces d'origine de l'Islam, comme en Europe où son influence augmente.

Tant et si bien que la conjonction de la dynamique démographique et de l'irréductibilité religieuse des nouveaux habitants (démontrée tous les jours dans les actes civils) disloque et transforme les sociétés européennes investies. Et cela avec d'autant plus de résultats que les systèmes juridiques européens en place, et les valeurs qui les sous-tendent, sont dépassés et contre-productifs (puisqu'ils permettent à l'Islam d'imposer ses croyances) dans un contexte nouveau qui est celui d'une quasi-guerre culturelle.

Cette transformation est de type démotique, parce qu'elle agit par imprégnation à l'occasion d'une substitution progressive des populations immigrées à des populations autochtones qui vieillissent et qui sont frappées par la crise de la dénatalité. Elle est la conséquence du nombre qui stimule la résistance aux valeurs et aux traditions des pays d'accueil.

Enfin, ce processus spontané d’islamisation, au moins partielle, de l’Europe, présente une dimension stratégique parce qu’il est aussi encouragé par plusieurs États musulmans, au potentiel politico-militaire généralement limité, sauf la Turquie, mais qui disposent de ressources financières impressionnantes qui autorisent des acquisitions patrimoniales considérables et des soutiens généreux aux acteurs musulmans en mission.

La voie de salut de l’État européen

Toujours sous l’emprise d’une vision occidental-universaliste du monde qui se retourne contre eux, et sous la tutelle politique et stratégique des États-Unis, mais en même temps déstabilisés, sur le plan économique et donc social, par les offensives multiples et répétées de la Chine, les Européens sont confrontés aux vagues migratoires venues du sud et porteuses d’une croyance religieuse le plus souvent intolérante et parfois totalitaire. Incapables de répondre à ce triple défi hégémonique tant qu’ils ne seront pas politiquement unis, parce que leurs États respectifs sont devenus trop faibles, ils sont directement affectés dans leurs conditions de vie, dans leurs coutumes et leurs rapports au monde, dans leurs identités. Le drame est que sans être parvenus à se débarrasser de l’hégémonie américaine, les Européens subissent déjà les deux autres, et que leur situation va empirer.

Leur seule réponse appropriée à un tel contexte est celle de l’État européen parce qu’il est l’unique outil politique de combat adapté aux immenses épreuves que, tous azimuts, les Européens commencent, tout juste, à entrevoir. En effet, l’État supranational est le seul en mesure de réunir les ressources humaines, matérielles et immatérielles, de disposer de budgets conséquents, et de fixer des stratégies à long terme, choses indispensables pour éviter le pire.

Dans ce but, les Européens actifs, et conscients de ce qui vient, doivent s’emparer de l’Union européenne et la transformer dans l’optique qui précède. La dispersion et le repli national seraient mortels. Les Anglais regrettent déjà, sans l’avouer, leur référendum (qui, il faut le souligner, parce que cela est d’importance pour la suite, ne comporte aucune obligation constitutionnelle). On peut parier qu’ils feront

tout pour que le Brexit ne soit pas effectif, même s’il devait être officialisé. Les solutions de raccroc ne manquent pas.

En tout état de cause, il est clair qu’il ne faut pas fuir l’Europe, parce qu’elle est la voie de salut. Il faut comprendre que si un État est fondé sur des éléments physiques (territoire, population et organisation bureaucratique), il est aussi, et c’est essentiel, *l’idée que l’on s’en fait*. C’est donc aux Européens eux-mêmes de faire de l’Union (qui, telle qu’elle est, sert de prétexte à tous ceux qui rejettent l’Europe sous quelque forme que ce soit) l’État qui leur convient, qui les défend, qui porte leurs aspirations.

Les raisons d’y croire

Pour y parvenir, deux types d’acteurs existent et qui sont compatibles parce qu’ils peuvent converger dans leurs actions : les États existant et les mouvements citoyens. En effet, parmi les États, certains peuvent, ou pourraient compter bientôt, des gouvernants qui ont pris acte de toutes les dérives de l’Union européenne, de toutes ses orientations politiques nocives pour les peuples européens, de l’insignifiance ou de l’indifférence à la cause européenne de ceux qui la dirigent, et qui ont décidé de changer le cours des choses. Ces États, bien qu’ils puissent être de dimension moyenne, pourraient alors se constituer en bloc, au sein de l’Union, pour arrêter les politiques actuelles et en exiger d’autres conformes aux intérêts des Européens (les États du groupe dit de Visegrad se concertent, ces derniers temps, pour essayer de poser les bases d’une armée européenne), aussi bien qu’ils pourraient obtenir des réformes profondes en faveur de la représentation des peuples et de leur participation au processus de décision communautaire. Agissant ainsi, ces États seraient en mesure d’en entraîner d’autres, et des plus puissants, par le biais des opinions publiques.

Cela n’est pas là qu’une hypothèse d’école, quand on pense à ce qui pourrait se passer en Europe centrale et de l’est si des États comme la Hongrie, l’Autriche et quelques autres, conscients de l’impasse que représente le repli national, s’entendaient pour changer, de l’intérieur, l’Union européenne.

Il n'est peut-être pas anodin qu'à la suite de son premier échec, le candidat nationaliste à l'élection présidentielle autrichienne, Norbert Hofer, ait déclaré qu'il entendait améliorer et changer l'Union européenne, et surtout ne pas la quitter (« *Ich möchte eine bessere EU und keine Austrittswelle* »), sauf en cas d'une adhésion imposée de la Turquie.

La prise de conscience qu'il existe un intérêt européen susceptible de transcender les égoïsmes nationaux et de trouver des règlements aux vieux différents, territoriaux ou autres, semble se dessiner, et elle devrait se confirmer compte tenu de la montée certaine du *stress* extérieur (invasions continues à travers les Balkans et l'Italie) et de l'imminence de la crise financière.

L'action de ces États rédempteurs, ceux à l'origine du renouveau européen, s'avérera d'autant plus efficace qu'elle entrera en phase avec les mouvements citoyens qui commencent à émerger, ici et là, en Europe, et à constituer des fronts communs sur des résistances et des revendications variées.

À partir de ceux-ci, pourra se former une opinion publique européenne, avec en son sein, la conviction selon laquelle, plus que jamais, l'Europe est le destin commun de tous ses peuples originaires, et l'État européen l'instrument de leur survie et de leur liberté.

Sur le plan pratique, cela pourrait conduire des forces politiques à s'organiser à l'échelon supranational avec l'objectif, parmi d'autres, de faire en sorte qu'un jour le Parlement européen porte, enfin, et si l'on peut rêver dès 2019, la voix de la souveraineté populaire.

À ce compte-là, tout n'est pas perdu !

Cet article paraîtra prochainement dans la revue *EurHope*, en langue anglaise.

<https://eurolibertes.com/tribune/trois-hegemonies-occidentaleamericaine-chinoise-musulmane/>

Fin du texte